

occidental a bénéficié d'une assez grande prospérité pendant 25 ou 30 ans, mais encore une fois, le système de la libre entreprise, le système des économies de marché est en crise. Toutefois, c'est un genre de crise différent. Pendant la dépression, la crise tenait au fait qu'il n'y avait pas assez d'investissements, pas assez de stimulants et un pouvoir d'achat trop faible. Dans une certaine mesure, la même chose se produit aujourd'hui, à la différence que durant l'intervalle, nous avons connu une demande formidable, accumulée, pour pratiquement tout. Grâce à l'amorçage de la pompe par le gouvernement on a été capable de relancer l'économie.

● (2112)

Certes, après la Seconde Guerre mondiale les Canadiens étaient bien déterminés à ne pas retomber dans la même récession que celle qu'ils avaient connue au lendemain de la Première Guerre mondiale, et ils ont vécu dans la prospérité grâce à l'application des théories de Keynes. Elles nous ont appris que si le secteur privé n'investit pas, le secteur public doit alors le faire, c'est précisément la situation où nous nous trouvons actuellement. Le secteur privé n'investit plus, et pourquoi le ferait-il d'ailleurs? Ce n'est pas une question de confiance dans le consommateur; il n'investit nulle part. Le fait est que les usines tournent au ralenti dans bien des cas, sans être complètement arrêtées. Elles tournent à 80 p. 100 de leur capacité de production. Qu'est-ce qui peut donc les inciter à investir? La seule façon pour qu'il y ait des investissements c'est d'avoir une demande. Je ne pense pas que le secteur privé soit davantage enclin à investir si mes honorables collègues à ma droite étaient au pouvoir.

M. Fraser: Essayons-les.

M. Saltzman: Ce serait courir un très grave risque. Telle est la situation, monsieur l'Orateur.

Que se passe-t-il? Je crois qu'il faut noter que les causes de la croissance ont changé. Nous ne vivons plus dans le même monde où la croissance était alimentée par de nouveaux espaces à conquérir ou des guerres à gagner. Nous ne voulons ni de guerre ni de révolutions pour assurer la croissance. La croissance était aussi assurée par un grand nombre d'enfants, par les familles qui se sont formées durant les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale. De nombreux foyers se sont constitués et ont ainsi créé un besoin de logements et de toutes sortes de biens et services.

La croissance était également entretenue par l'immigration. Les immigrants contrairement à ce qu'en pensent certains, ont créé plus d'emplois qu'ils ne sont censés en avoir pris à des Canadiens. Ils ont créé une vague de prospérité économique. Elle est maintenant loin derrière et nous avons réduit l'immigration. Il existait une demande en puissance sur le plan économique. On a assisté à des innovations, dans des domaines tels que la radio et la télévision. Toutes sortes d'objets ont été inventés. Actuellement, au lieu de stimuler la demande, ces inventions engendrent des processus d'automatisation qui finissent par éliminer les travailleurs. Bon nombre des incitants financiers que nous créons pour stimuler l'investissement éliminent en même temps des emplois que nous sommes censés créer.

C'est une situation qui va durer encore longtemps. Je ne suggère pas un instant d'en revenir au temps des Luddites et de démolir des machines; j'estime tout simplement que nous devons regarder en face la réalité d'une société en mutation. Il

y a eu un temps où nous pouvions nous approvisionner en énergie à bon marché. Nous pouvions accomplir toutes sortes de choses car nous n'avions jamais à nous soucier de l'énergie. Mais les temps de l'énergie à bon marché sont révolus.

Il y avait une époque où l'on pouvait polluer l'atmosphère. On n'avait pas à se soucier de l'environnement ou des conséquences de la pollution. La productivité était très forte et on n'avait qu'à jeter à la rivière ses déchets. Cela, on ne le supportera plus. On ne peut pas vivre aux dépens de la nature de cette façon; les temps ont changé.

Je sais que face à ces problèmes, de nombreux députés ont eu une réaction identique à la mienne et à celle de mes collègues. Nous devons prendre conscience de ce que nous n'allons pas disposer de suffisamment d'emplois, particulièrement avec le genre de propositions avancées par le gouvernement. Même si le gouvernement nous écoutait, comme je pense qu'il devrait le faire, et s'il consacrait à la création directe d'emplois le 1.2 milliard de dollars de son dernier budget, qu'il s'apprête à distribuer sous forme d'encouragements fiscaux, la situation s'améliorerait. Si le gouvernement espère créer 50,000 emplois—même si ce chiffre me semble élevé—grâce à un investissement de 150 millions de dollars, monsieur l'Orateur, vous pouvez calculer combien d'emplois supplémentaires il pourrait créer en consacrant ces encouragements fiscaux à la création directe d'emplois. Les mesures fiscales n'ont jamais fait la preuve de leur efficacité; elles n'ont été que du gaspillage et n'ont jamais réussi à créer beaucoup d'emplois.

Si tel est le cas, nous devons adopter de nouvelles façons de penser. Je vois dans les journaux de ce matin que le Congrès et le Sénat américains ont tous deux décidé de supprimer la disposition concernant la retraite obligatoire. Nous devrions faire le contraire. Nous devrions reconsidérer les pensions de retraite et proposer une option aux personnes qui veulent prendre une retraite anticipée afin d'assurer des emplois pour les jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

En principe, il semble juste d'affirmer que personne ne devrait être contraint de prendre sa retraite à 65 ans. C'est l'impression qu'on a avant d'étudier vraiment la question. Quels sont ceux qui tiennent à conserver leur emploi à l'âge de 65 ans? Ce sont des cadres supérieurs, qui occupent des emplois très bien rétribués et qui ne veulent pas céder leur place.

M. Fraser: Certains d'entre eux sont très compétents.

M. Saltzman: Oui, c'est vrai. Mes collègues n'ont pas à s'émouvoir car nous pouvons tous être contraints de prendre notre retraite avant 65 ans. Je sais que l'ouvrier qui travaille en usine et qui trime vraiment, soit dans une usine de construction d'automobiles ou dans une usine de textile, ne souhaite pas travailler après l'âge de 65 ans. Il veut quitter le travail et obtenir de la vie une compensation pour tous ces matins où il a dû se lever tôt et pour toutes les heures passées au travail, et il devrait être en mesure de le faire. Je m'étonne de ce que mes amis de ma droite aient pris ma remarque comme une critique personnelle, car je ne l'entendais pas ainsi. Je sais que certains de mes collègues sont absolument irremplaçables et loin de moi l'idée de les mettre à la retraite à 65 ans. Mais ils constituent des exceptions.

Nous risquons de créer deux catégories de personnes dans notre société. Dans une certaine mesure, c'est déjà le cas. Il y a ceux qui ont un emploi et qui travaillent, et ceux qui n'en ont